

COMMUNIQUÉ

Tiers-Lieu des Non-Logés

depuis le 5 mars 2023



Nous,

**Collectif de solidarité avec les bidonvilles du Nord-Essonne
Association Système b (comme bidonville)**

accompagnons des familles multi-expulsées des bidonvilles, à leur demande, dans une démarche de squat,

afin :

- de les mettre à l'abri en urgence
- de lancer un appel désespéré pour faire connaître leur demande au respect de leurs droits fondamentaux : eau, scolarisation, respect des procédures légales et honnêtes d'expulsion, respect de la trêve hivernale, application du droit à l'hébergement et au logement, etc.

Cette initiative intervient à la suite de pratiques municipales et départementales non légales à l'égard des familles en bidonville, pratiques que nous dénonçons.

Ces familles ont subi des expulsions trop nombreuses sur le secteur récemment.

Nous appelons pour elles à des solutions pérennes.

Nous dénonçons particulièrement :

- l'absence de procédures juridiques et de préavis pour les expulsions récentes
- des expulsions pendant la trêve hivernale (sans argument valide)
- l'absence de diagnostic social pourtant obligatoire
- l'absence d'hébergement pourtant obligatoire
- des menaces (avec chiens) par certains voisinages, sans réaction des maires, alors que le danger est réel
- des destructions «libres» de baraques au tracteur
- le refus d'appliquer les droits fondamentaux à l'eau, au ramassage des déchets, etc.
- l'antiziganisme qui se développe

Certains maires agissent désormais en toute liberté, hors de leur obligations juridiques et légales, et sans tenir compte de la circulaire interministérielle de janvier 2018 sur les bidonvilles.

Le 115 n'intervient plus lors des expulsions (et l'hébergement est saturé)

Le préfet fait semblant de ne rien voir.

Les familles demandent :

- à rester dans le squat jusqu'à ce qu'une solution sérieuse de logement pérenne leur soit proposée;
- à rester dans le Nord-Essonne, car certaines personnes y travaillent et les enfants y sont scolarisés;
- à bénéficier, à défaut de logements, d'une solution pérenne de moyen terme, de type terrain équipé et conventionné;
- d'être aidées pour l'accès au travail pour ceux qui n'en n'ont pas.

Empêcher toute solution d'habitat pérenne, c'est dévaster la scolarité et l'avenir des enfants, nuire à l'accès régulier au travail et à la santé. Cela bloque toute possibilité pour ces familles de sortir de l'extrême précarité.

Il est nécessaire de protéger ces personnes contre toutes les violences (stigmatisation, diffamation, menaces, agressions, expulsions sauvages).

Dans le contexte de la montée des extrêmes-droites en Europe et en France, une barrière nette doit être assurée par les autorités pour mettre ces personnes à l'abri d'agressions graves, faire appliquer leurs droits et proposer des solutions officielles, afin que le lien social puisse être véritablement promu.

Le Tiers-lieu est situé sur le plateau de Saclay et facile d'accès.

Venez soutenir les familles !

Contacts : Clément: 06 78 45 02 00/ Pascale : 06 98 68 74 68 / Lolotte : 07 83 20 66 73 /

Premiers signataires

ASTI - Association de solidarité avec les travailleurs immigrés

ATTAC - Association pour la taxation des transactions financières des citoyens

Ensemble ! mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire.

CNT, Confédération nationale du travail

EELV 91, Europe Ecologie Les Verts, Essonne

LDH 91, Ligue des droits de l'Homme

FSU, Fédération Syndicale Unitaire

Palaiseau Terre Solidaire

Peps Palaiseau, Pour une écologie participative et sociale

AMELIOR, Association des Marchés Economiques Locaux Individuels et Organisés du Recyclage

CNDH Romeurope, Collectif National Droits de l'homme Romeurope

UTOPIA 56